

Questions orales

Nous félicitons le président des États-Unis d'avoir déclaré de façon unilatérale, une réduction substantielle des armes et missiles nucléaires vendredi dernier. Est-ce que le gouvernement va faire preuve d'un leadership similaire en annonçant la cessation des essais des missiles de croisière au Canada. Est-ce que le ministre en a déjà parlé avec nos alliés?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le premier ministre et moi-même avons publiquement appuyé l'initiative du président Bush. Je n'ai pas discuté des essais des missiles de croisière avec mes collègues, mais nous avons parlé, au gouvernement et publiquement, du contrôle des armements dans le monde entier. D'ailleurs, le premier ministre était le premier chef d'État, en février dernier, à demander des mesures rigoureuses concernant le contrôle des armements tant pour prévenir la prolifération des armements nucléaires que pour limiter les armements conventionnels. Nous poursuivons nos efforts à ce sujet sur plusieurs fronts et nous continuerons à le faire.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, ce n'est pas une réponse satisfaisante. Continuer les essais des missiles de croisière est contraire aux nouvelles réalités du monde.

Vu la détérioration de l'autorité centrale en Union soviétique et le fait que ses 18 000 ogives nucléaires sont basées dans quatre républiques, qu'est-ce que le gouvernement fait avec ses alliés pour s'assurer que ces ogives nucléaires ne tombent pas entre les mains de gens belliqueux ou ne sont pas utilisées de façon irresponsable? Quelles mesures prenons-nous pour éliminer ce risque très important?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le Canada a joué un rôle très actif, tant au Groupe des Sept qu'au sein de la CSCE. Nous avons eu des discussions directes avec les premiers ministres et les chefs de certaines républiques ainsi qu'avec le gouvernement central. C'est évidemment une question qui intéresse et inquiète beaucoup la communauté internationale et le Canada en particulier. Nous continuerons nos démarches par tous les moyens disponibles.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, au mois de février dernier, les Canadiens et Canadiennes ont applaudi l'investiture du gouvernement démocratique de Jean-Bertrand Aristide. Après le coup violent à Haïti, est-ce que le ministre des

Affaires extérieures va nous assurer que notre gouvernement ne va pas reconnaître le gouvernement qui est responsable pour ce régime de terreur à Haïti, qu'il va les isoler dans tous les forums internationaux et qu'il va imposer les sanctions économiques contre ces duvaliéristes qui tirent sur les enfants et sur les gens dans la rue?

Est-ce qu'elle va prendre des positions concrètes contre cette dictature?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, compte tenu de l'importance justement des questions soulevées par mon ami, je peux lui dire que nous avons effectivement l'intention d'agir dans ce sens-là.

Nous n'avons nullement l'intention de reconnaître un groupe de voyous qui se sont emparés du contrôle à Haïti en évinçant un président et un gouvernement démocratiquement élus. Nous allons tout faire pour nous assurer que, dans la mesure du possible, la démocratie trouve un regain de vie en Haïti et que le président Aristide soit de nouveau dans ses fonctions démocratiques à Port-au-Prince.

[Traduction]

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je voudrais tout d'abord le remercier, ainsi que son gouvernement, d'avoir suspendu depuis environ deux ans le renvoi à Haïti des personnes s'étant vu refuser le statut de réfugié, sauf dans un cas. Je crois cependant qu'on a reconsidéré cette pratique tout dernièrement et qu'il se pourrait qu'elle soit abandonnée.

Par conséquent, compte tenu du récent coup d'État à Haïti, je voudrais demander au ministre s'il peut garantir à cette Chambre que le gouvernement attendra que la démocratie ait été rétablie avant de poursuivre les renvois à Haïti?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je peux effectivement garantir à cette Chambre que le gouvernement suspendra pour le moment les renvois ou les expulsions vers Haïti, étant donné la situation qui règne dans ce pays.

* * *

LES PÊCHES

M. J.W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, j'ai une question pour le ministre des Pêches et des Océans. Au cours de l'été dernier, le partage du saumon de l'Atlantique au Nouveau-Brunswick et ailleurs a causé des tensions et des conflits considérables entre les divers groupes de pêcheurs, notamment les pêcheurs à la ligne, les pêcheurs commerciaux et les autochtones, compte tenu particulièrement de la